



## ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE

### Réglementation de la circulation par alternat manuel

LE MAIRE DE SAINT-MENOUX,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiée et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) modifiée et complétée ;

VU la demande de l'entreprise SCOPELEC,  
Considérant que pour permettre les travaux au lieu-dit Lavin et pour assurer la sécurité des personnes, il y a lieu de réglementer la circulation.

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1

La circulation au lieu-dit Lavin sera temporairement réglementée; dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable du 16 mai au 30 juin 2022.

#### ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par alternat manuel à l'aide de panneaux B15 et C18.

#### ARTICLE 3

Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :

- **Défense de stationner** - **Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation**

#### ARTICLE 4

La signalisation au droit et aux abords du lieu des travaux sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée lors des interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par l'entreprise SCOPELEC.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée et au schéma CF22 du « Manuel du chef de chantier routes bidirectionnelles édition 2000 » édité par le SETRA.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

#### ARTICLE 5

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

#### ARTICLE 6

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Monsieur le Maire de Saint-Menoux, la Gendarmerie et l'entreprise DESFORGES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Saint-Menoux, le 16 mai 2022


